LES SOULÈVEMENTS DU FLEUVE

2. DÉPASSER L'EXTRACTIVISME

Un groupe abandonne définitivement son village pour se lancer dans un voyage en mer à la poursuite de l'infini, mais il n'arrive au milieu de l'océan que pour se rendre compte que l'infini n'est pas une destination. Et il n'y a rien de plus terrifiant que l'infini quand il n'y a aucun retour en arrière possible.

-Yuk Hui

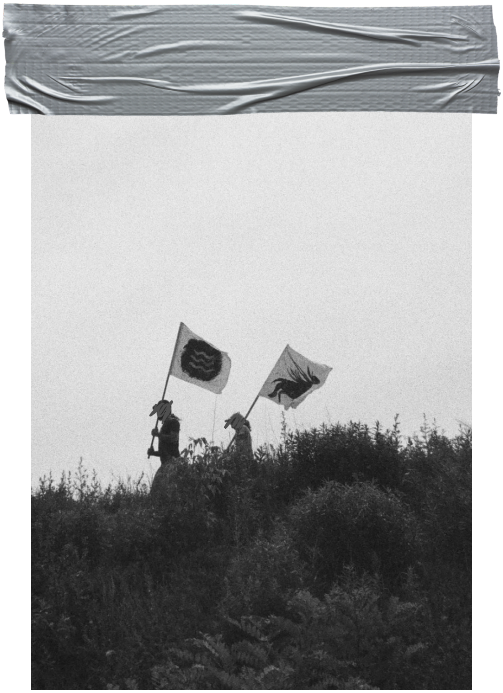
C'était ce qu'on appelle une évidence.

Assez largement partagée, disons-le. Or c'est aujourd'hui un rapport du gouvernement qui nous le confirme : pour assurer sa transition énergétique, le Canada ne pourra se suffire de sa production minière actuelle, il lui faudra ouvrir au moins cinq fois plus de mines. À celles et ceux qui tenaient en horreur le saccage des forêts de Lanaudière par Nouveau Monde Graphite, le désastre de Malartic ou les ruines de la fonderie Horne à Rouyn Noranda... ce n'est qu'un début. La transition énergétique qu'on nous concocte actuellement n'a rien d'écologique. C'est la poursuite du même projet, avec les mêmes modalités. Celui de l'accumulation de richesses à travers l'extraction de ressources.

Dans les hautes instances, on affirme en toute tranquilité qu'il faudra minimalement extraire dans les 20 prochaines années autant de minéraux qu'on a pu le faire dans tout le reste de l'humanité. Et ce n'est n'est là qu'un premier pas pour électrifier le système énergétique mondial. On tente de nous faire croire qu'en mobilisant le secteur minier, connu pour être parmi les plus énergivores, destructeurs et polluants, on réglera le problème du réchauffement climatique et de l'effondrement de la biodiversité. Tout et n'importe quoi pour éviter d'envisager la possibilité de ralentir, d'arrêter, d'en finir avec la logique de l'économie.

Le « projet Saint-Laurent » du gouvernement provincial, sous ses couverts écolo, s'inscrit dans la même logique. Et puisque la science est maintenant du côté du raisonnable et non plus de la raison, il faut repeindre en vert. Une marée de chars, mais électriques ! Plus de marchandises, mais recyclables ! Une mine à ciel ouvert, écoresponsable ! Des ports et des autoroutes, carboneutres, évidemment! Et puisque les communicant·e·s règnent dorénavant en maîtres, on trouvera assez d'honnêtes citoyen·ne·s qui avaleront la pilule.

La question de la transition énergétique n'est que le dernier masque trouvé pour couvrir les atrocités qui se préparent. La bête est affamée. L'économie doit croître. C'est la malédiction des Amériques depuis des siècles. Des territoires regorgeant de richesses incommensurables qui, du fait de leur opulence, sont le théâtre des pires horreurs. Du Québec au Brésil, en passant par le Congo-Kinshasa ou même l'Allemagne, leur lubie ne connaît aucune frontière.



Humble contribution dans une époque catastrophique, les Soulèvements du fleuve sont nés de la nécessité de dépasser nos luttes et nos situations locales. Nous faisons face à des forces organisées et coordonnées. La simple addition de nos résistances n'est pas suffisante. Ensemble, nous devons faire mouvement. Aller à la rencontre des un·e·s et des autres, et élaborer une force politique capable d'intervenir. Ensemble, composons un nouveau rapport de force, mais aussi un nouveau rapport au monde.

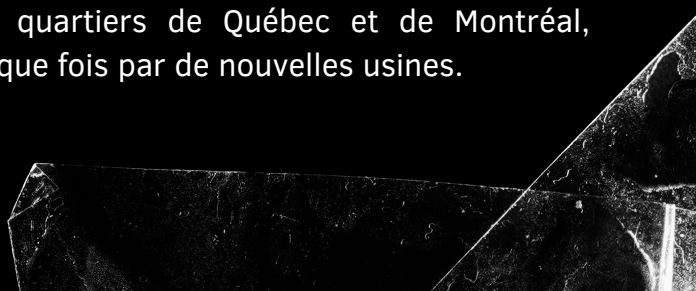
Mettre fin à la logique extractiviste, c'est certes chercher à le vaincre, mais c'est surtout apprendre à réhabiter notre monde.

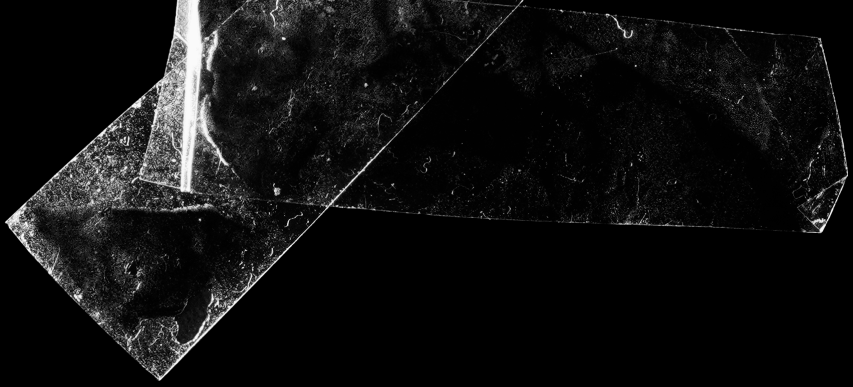
EXTRACTION

L'extractivisme dépasse le simple fait matériel d'extraire de la matière. Il consiste en un modèle de développement qui s'articule selon une logique de croissance, d'accumulation et d'exploitation continuelle. Une logique marchande selon laquelle tout devient ressources exploitable. Il n'est donc pas simplement question de l'appât du gain de quelques puissants hommes d'afffaires. On ne pourrait réduire la question aux figures de Charles Raymond, le douchebag du terrain vague; de Gary Nagle de Glencore, alias l'Empoisonneur; ou de Belinda Labatte, l'experte en mines de la fin du monde qui expérimente maintenant dans la Petite-Nation. Si ces personnages savent canaliser notre indignation, ils n'en sont pas pour autant la cause. Le problème se situe au niveau de la structure même de l'économie. Comme l'expropriation ou le saccage des territoires, l'extraction outrancière de ressources, n'est pas un phénomène marginal, c'est bien au contraire ce qui permet à cette civilisation de tenir, ce qui lui sert de carburant.

En Amérique du Sud, où les militant·e·s pour la défense des terres continuent de se faire assassiner par les entreprises qu'ils·elles combattent, les groupes en lutte ont créé le concept d'extractivisme pour donner sens à l'histoire des derniers siècles et pour nommer les formes de domination et d'exploitation qui perdurent à ce jour. La répression des mouvements sociaux par les États du Sud, les déplacements de population, ainsi que les meurtres et les enlèvements de militant·e·s par les multinationales sont choses courantes ; elles accompagnent bien souvent l'empoisonnement des terres, la pollution de l'eau, de l'air, et la contamination des sols. La machine extractiviste prend, pour ne laisser derrière elle que destruction et désolation.

Si ce sont bien souvent des entreprises canadiennes qui, dans ces pays, opèrent de la sorte, la logique est la même ici. Au Québec, les exemples d'exploitation désastreuse sont nombreux. De la traîte des fourrures à l'exploitation du gaz naturel, c'est le même fil rouge qui parcourt l'histoire. Il y a les mines d'amiante et de cuivre, qui ont sculpté des paysages désertiques et meurtri le corps de ses habitant·e·s. On peut aussi penser aux forêts du Nord, rasées à blanc, et des rivières, vidées de leurs poissons. Que dire de toutes ces villes et villages en Gaspésie, sur la Côte-Nord, ou en Abitibi, créés pour exploités la terre et les travailleur·euse·s puis abandonnés au fil du temps. Sans oublier les quartiers de Québec et de Montréal, empoisonnés chaque fois par de nouvelles usines.





Mais l'extractivisme déborde sa propre pratique : il constitue un véritable rapport au monde qui force à envisager tout ce qui nous entoure comme une « nature » inerte, offerte à l'exploitation. Spoliant non seulement les minéraux des sols, les arbres des forêts, les poissons des océans, il nous vole aussi la possibilité même de nous lier librement aux êtres et aux choses avec lesquelles nous cohabitons sur Terre. Sa perspective utilitariste et objectifiante façonne nos relations au vivant, structure notre imaginaire et nos modes de vie. Tout le brouhaha autour des émissions de gaz à effet de serre, et des technologie bas carbone ne viennent au final que masquer le processus de fond. L'arnaque de la transition énergétique réside précisément dans le fait de contourner les problèmes fondamentaux de l'extractivisme en focalisant sur la question du pétrole. Si l'horreur de ces mines, de ces projets industriels ou de ces usines a été déterminante pour la lutte ouvrière du siècle passé, le souffle de la révolte doit perdurer.

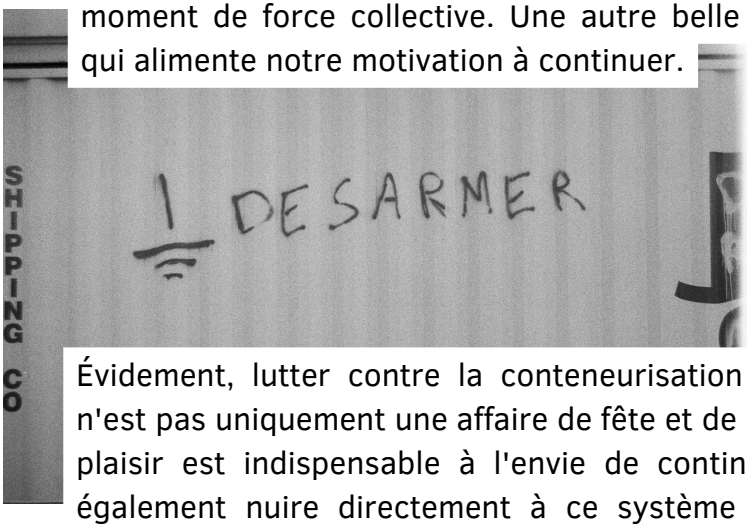
À nous d'en inventer les formes et les contours.

METTRE FIN À LA LOGIQUE EXTRACTIVISTE, C'EST CERTES CHERCHER À LE VAINCRE, MAIS C'EST SURTOUT APPRENDRE À RÉHABITER NOTRE MONDE.

UNE PREMIÈRE SAISON MOUVEMENTÉE

La première vague des Soulèvements a été offensive, instructive et franchement plaisante. La Manif-Action Stop Assomption a été un beau terrain de jeu pour lancer la saison. Construire un mur au milieu d'un boulevard pour bloquer la construction d'une nouvelle route, c'est quelque chose! Le faire pendant que d'autres chantent, dansent et installent un BBQ pour ravitailler les manifestant·e·s, ça ajoute de la saveur et un bel effet de surprise! Un vrai moment de joie collective qui a su déjouer les services de police. Une «critique constructive» comme disent les camarades de Mobilisation 6600 qui luttent contre la conteneurisation de leur quartier. En plus d'avoir contribué à l'abandon du projet routier, celle-ci a permis de tester nos capacités d'organisation collective, de bâtir des liens de confiance et de générer assez de plaisir pour avoir envie de recommencer!

L'action Floraison contre le béton a été tout aussi réjouissante. Entrer massivement sur le terrain de Ray-Mont Logistiques pour désarmer ses machines. Décorer ses conteneurs en prenant bien soin de recouvrir les numéros d'identification. Apprécier le regard impuissant du service de sécurité. Entendre une militante en train de peindre un conteneur crier : «C'est mieux qu'une thérapie !». Partir en chantant avec l'impression d'avoir vécu un moment de force collective. Une autre belle célébration qui alimente notre motivation à continuer.



Évidement, lutter contre la conteneurisation du monde n'est pas uniquement une affaire de fête et de plaisir. Si le plaisir est indispensable à l'envie de continuer, il faut également nuire directement à ce système écocidaire. C'est pourquoi nous saluons celles et ceux qui ont éventré les conteneurs et crevé plus d'une centaine de pneus des camions de Ray-Mont Logistiques en juillet. Selon la vidéo diffusée dans les médias, ce Groupe pour le Désarmement affirme avoir rendu complètement inopérantes les installations de transbordement de l'entreprise à Pointe-Saint-Charles en réponse à l'appel des Soulèvements du fleuve. Sur place, les policiers, appelés d'urgence dans la nuit, n'ont rien trouvé...sinon un vent de fraîcheur qui venait taquiner même les pois chiches de Raymond, normalement si bien protégés dans les conteneurs.

Notre désir de lutter est indissociable de notre envie de créer. De la saison 1 est aussi né un groupe paysan autonome, qui y a saisi l'occasion de nourrir les mobilisations en cours. Se battre pour la terre ouvre de nouvelles voies aux hypothèses de subsistance et de participation du monde paysan aux transformations en cours. C'est dans cette perspective que l'initiative des Greniers agricoles s'est enracinée dans les luttes afin de répondre à un des défis de taille auquel nous faisons face, celui de l'alimentation.

Si ces actions ont été remarquées, elles ne représentent que la pointe de l'iceberg du travail effectué par les Soulèvements du Fleuve. La marchandisation et la conteneurisation du monde ne se jouent pas uniquement chez Ray-Mont Logistiques. Nous avons arpenté les forêts en danger et éprouvé les plages paradisiaques menacées d'être bétonnées. Nous avons repéré les terres agricoles menacées et sommes allé·e·s à la rencontre de groupes mobilisés sur le terrain pour nous organiser. C'est cet ensemble de gestes sensibles du quotidien, de rencontres de camarades et d'actions de désarmement qui constituent la lame de fond de notre mouvement.

LA SIMPLE ADDITION DE NOS RÉSISTANCES N'EST PAS SUFFISANTE. ENSEMBLE, NOUS DEVONS FAIRE MOUVEMENT.

ENQUÊTES

Comme ce fût le cas pour la première saison, il ne peut être question de démantèlement de l'extractivisme que si l'on trouve les moyens de prendre acte face aux véritables responsables de la crise, aux entreprises et aux complices d'État qui ravagent les terres et les forêts, siphonnent les sous-sols et mettent le monde en boîte pour en tirer profit. Pour désarmer les responsables, il nous faut connaître nos cibles. Les étudier, comprendre ce qui les lie les unes aux autres. Contextualiser leur action dans la chaîne de l'extraction et de la distribution, de la terre à l'assiette, de la mine à la fonderie, du pétrole au char.

> *C'est par l'enquête que nous pouvons repérer les failles et ainsi savoir où frapper.*

L'enquête se déploie sur plusieurs fronts : la recherche documentaire permet de connaître les détails d'un projet – du nom des investisseurs aux ports de livraison, en passant par les contracteurs sous-traitants – et de tracer le réseau de relations des intérêts impliqués. De projets en projets, nous redessinons les filières, de manière à identifier leurs faiblesses et leurs possibles points de rupture.

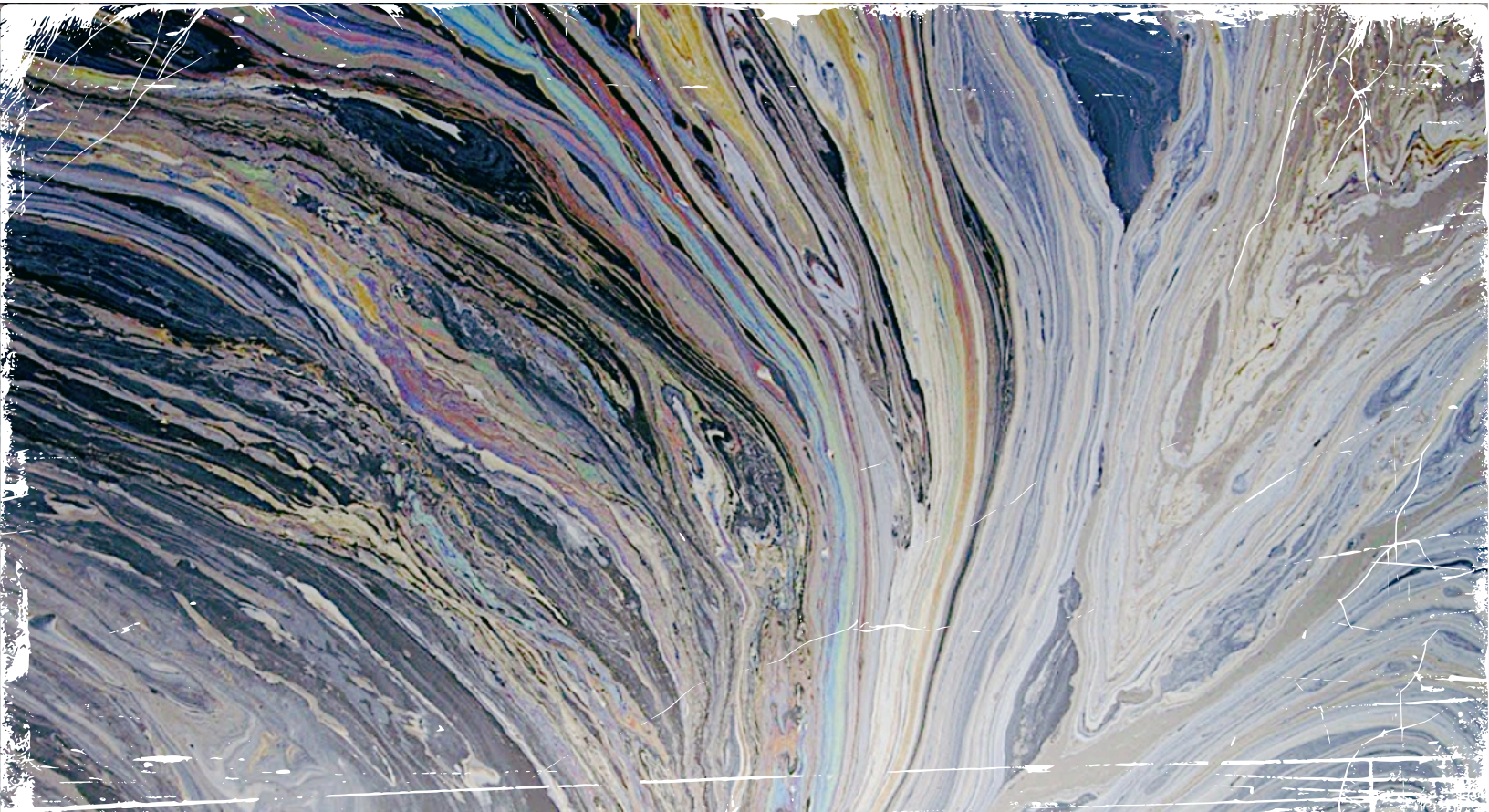
L’enquête se mène aussi les pieds au sol, dans les territoires appropriés où nos luttes s'enracinent. Connaître un bassin versant, cartographier les entrées et les sorties d'un site menacé, enregistrer l’horaire des passages du gardien et le lieu où dort la machinerie. Une autre forme de carte, vivante, se dessine alors dans nos corps, lesquels deviennt habités par nos territoires de luttes. Si l’enquête est un outil stratégique qui prépare à l’action, elle est aussi nourrie par l’action lorsque cette dernière pénètre les espaces conquis par l’industrie et aide à construire une vision plus nette des brèches à exploiter.

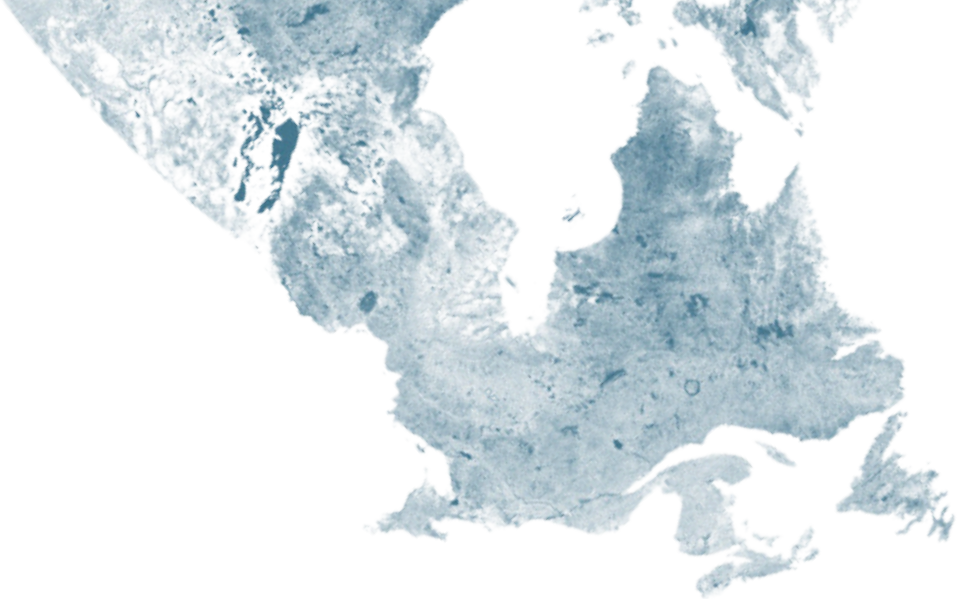
> *Enquêter signifie chercher à comprendre où se situe le pouvoir et ce qui lui résiste, vers quels noeuds il importe de tourner notre attention pour attaquer les processsus extractivistes avec un maximum d'effet. Il faut apprendre à se lier avec celles et ceux qui luttent contre leur temps, pour la suite de leur monde.*

Menées par les groupes de terrain, l'enquête est l'outil qui permet de cibler les projets à attaquer en priorité, d'évaluer les actions possibles, celles qui ont le potentiel de faire vaciller toute la chaîne et de nous donner encore plus de puissance pour la suite. Si l'enquête est bien sûr l'affaire de rencontres et de discussions, nous présentons dans les pages qui suivent trois petits fragments de recherche, concoctés par et avec des groupes en lutte, afin de diffuser la parole et d'aider celles et ceux qui contribuent à faire grandir les Soulèvements un peu partout.

LES SOULÈVEMENTS DU FLEUVE

LES SOULÈVEMENTS DU FLEUVE





1 - LOMIKO METALS : UNE MULTINATIONALE DESTRUCTRICE

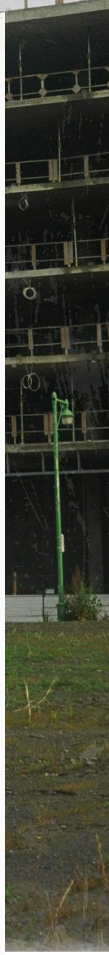
Figurant parmi les six « minéraux critiques » qu'il faut, semble-t-il, impérativement extraire au nom de «l'économie verte et numérique du Canada et du monde entier», le graphite abonde dans ce que Lomiko appelle la Grenville Graphite Mineral Belt, où elle possède par ailleurs 268 claims d'une étendue de plus de 15 000 hectares. Pour une minière comme Lomiko, ce vaste territoire est d'abord une ceinture minérale à transformer en ceinture minière et ensuite un espace habité et vivant où l'on retrouve communautés et écosystèmes. Le site du principal projet minier de Lomiko, La Loutre, est prévu à moins de 500 mètres des habitations du Lac Doré, en plein cœur de terres publiques où l'on retrouve 22 espèces animales et 15 espèces végétales qui sont soit menacées, sensibles ou vulnérables.

La Loutre serait également au croisement de deux importants bassins-versants, qui s'écoulent dans la Petite-Nation : rivière qui traverse la région, l'alimente en eau et lui donne son nom. Lomiko menace littéralement de faire disparaître la nuit et le silence à proximité de son projet minier, qui impliquerait d'excaver chaque jour et nuit, pendant au moins 15 ans, 110 270 000 tonnes de matière brute pour traiter 21 874 000 tonnes de minerai contenant du graphite permettant à leur tour la production de 1 463 000 tonnes de graphite. Ces chiffres sont tirés de l'étude économique préliminaire de la minière, où on peut également découvrir que Lomiko projette produire 40 100 000 m3 de rejets et 88 396 tonnes de déchets miniers.

La morgue de la minière ne se limite pas à ses documents comptables. En vantant à ses investisseur·euse·s l'accès aux infrastructures énergétiques et routières de la région, la présidente-directrice générale de Lomiko n'a pas hésité à ajouter que ladite région était au prise avec un « important besoin de revitalisation ». Ce mépris envers la Petite-Nation s'est prolongé alors que la minière s'est retirée des séances publiques d'information qu'elle a elle-même mises en branle dans l'objectif « de répondre à toutes les questions et de garder les canaux de discussion ouverts. » Lomiko affirmait alors que son engagement communautaire passerait maintenant par des présentations et des rencontres en petit groupe « avec un accent sur l’éducation et l’information concernant les travaux à venir sur La Loutre et les claims régionaux.» Lire : ce projet n'est plus soumis au débat public, mais il peut être présenté à qui en fait la demande et, surtout, aux investisseur·euse·s de Montréal et de Toronto.

Pour ajouter l'insulte à l'injure, alors que le ministre responsable de l'Outaouais, Mathieu Lacombe, surprenait tout le monde en annonçant que Lomiko n'aurait pas de financement public par manque d'acceptabilité sociale, cette dernière n'a pas hésité à lui faire la leçon :

« On peut se demander pourquoi des commentaires négatifs ont été formulés au sujet de notre processus, qui est conforme au Plan du Québec, et qui, par conséquent, ont une incidence sur nous ainsi que sur d'autres promoteurs et affecte l'accès au capital dans ce secteur. Nous nous engageons à exécuter notre plan d'affaires de la manière la plus respectueuse pour l'environnement et nous nous engageons à échanger avec toute partie préoccupée par notre entreprise pour apaiser les craintes et favoriser des discussions éclairées sur le développement du graphite dans les communautés. »



Lire : le rôle du gouvernement du Québec n'est pas de mesurer l'acceptabilité sociale, mais de favoriser l'accès au capital. La communauté, c'est Lomiko qui s'en (dé)charge. Il faut dire que la minière peut se permettre une telle offensive, étant déjà grassement financée par le gouvernement fédéral et nul autre que le Département de la Défense des États-Unis d'Amérique. La transition a le dos large et on peut se demander à juste titre si elle est énergétique ou militaire. Chose certaine, ce n'est pas l'argent qui manque du côté de la minière et, comme le souligne le ministre Lacombe lui-même, le refus du gouvernement de soutenir financièrement le projet minier La Loutre n'empêche pas Lomiko de « poursuivre ses démarches ». Lomiko semble prendre le ministre à la lettre.

La seule chose qui peut empêcher le développement d'une mine à ciel ouvert dans la Petite-Nation, c'est un soulèvement populaire. Alors qu'un référendum sur l'acceptabilité sociale du projet minier La Loutre s'annonce en 2025, il faut s'organiser pour que toutes les voies débouchent vers un refus général de tout projet extractiviste en Petite-Nation et au-delà. Nous ne pouvons tout simplement pas nous en remettre à la politique institutionnelle, qu'elle soit municipale, provinciale ou fédérale. Si ce ne sont pas les élu·e·s qui nous trahiront, c'est la minière qui les contournera. Un mouvement politique à et de la base est nécessaire pour résister à l'extractivisme : c'est pourquoi des forces vives du mouvement en opposition au projet minier La Loutre inscrivent leur lutte au sein du mouvement et des perspectives des Soulèvements du fleuve. C'est à nous de serrer la ceinture des minières avant qu'elles ne serrent la ceinture minérale qui traverse le territoire qui nous habite que nous habitons.

2 - VALERO : LE DERNIER SERPENT DE MÉTAL DU TERRITOIRE

Depuis sa mise en service en 1976, la ligne 9B transporte environ 300 000 barils de pétrole par jour. Puisant sa source à partir des sables bitumineux de l'Ouest canadien, dans le bassin de l'Athabasca, ce pipeline s'étend « d'un océan à l'autre ». La ligne 9B que nous connaissons au Québec n'est donc que le dernier segment d'un immense réseau de pipelines, dont chacune des sections est identifiée : 3B, 5B, 6B, 9, 9A, etc. Parmi ces tronçons, le 6B est tristement célèbre pour le désastre de Kalamazoo en 2010. Ce déversement, le deuxième plus important de pétrole de l'histoire du continent, a contaminé de manière irréversible la rivière du même nom. Cette catastrophe n'est pas isolée : entre 2008 et 2016, plus de 750 incidents ont été recensés le long des principales lignes du pays.

La ligne 9B longe la rive nord du lac Ontario, puis celle du Saint-Laurent, jusqu'à la rivière des Outaouais. Il traverse ensuite la rivière des Mille-Îles, la rivière des Prairies et la rivière du Nord pour finalement resurgir de terre dans Montréal-Est. **Un déversement pourrait provoquer une catastrophe sanitaire d'une ampleur inégalée.** C'est l'approvisionnement en eau potable de 3,2 millions de personnes qui chaque jour est mis en péril. En cas de bris majeur, la majorité des stations de purification de la région ne pourraient compter sur aucune prise d'eau alternative. L'entièreté de la ville de Montréal se retrouverait, du jour au lendemain, sans eau potable. Cette source d'eau, c'est le fleuve Saint-Laurent lui-même. Plus qu'un symbole, il est l'épine dorsale de la vie sur ce territoire.

Derrière cette distopie se cachent des entreprises bien identifiées. La ligne 9B appartient à Enbridge, une multinationale canadienne spécialisée dans la production, le transport et la distribution d'énergie. Elle détient et exploite le plus vaste réseau de pipelines au monde, transportant environ 28 % du pétrole brut de l'Amérique du Nord. Enbridge dissimule son lot de secrets : (1) la compagnie n'informe pas des fuites de moins de 1500 litres au Québec ; (2) ses systèmes automatisés détectent à peine 12 % des fuites ; (3) le pipeline est recouvert d'un revêtement décrépit, aujourd'hui interdit, et hautement susceptible de se fissurer ; (4) et précédemment à l'inversion du flux en 2015, près de 12 961 anomalies ont été répertoriées. En 2011, la station de pompage d'Enbridge à Terrebonne a connu une fuite de 4 000 litres de pétrole sans même que la municipalité en soit informée. Cela n'empêchera toutefois pas Enbridge de se présenter aujourd'hui comme «l'une des plus grandes sociétés d'énergie renouvelable au Canada»!

L'ennemi incarné de cette lutte au Québec est l'entreprise Valero, dont le terminal d'exportation à Montréal-Est est le point final du pétrole transporté par la ligne 9B. La Valero Energy Corporation, propriétaire de cette raffinerie, possède également les entreprises Diamond Shamrock, Ultramar, Shamrock, Beacon et Texaco. Ce géant de l'énergie, jadis impliqué dans la fabrication de l'agent orange, s'impose pernicieusement aujourd'hui tout le long du Saint-Laurent avec une méga-raffinerie à Québec, trois terminaux de stockage, et un pipeline reliant Québec à Montréal-Est. Contrairement aux multinationales parasites qui exploitent directement les ressources naturelles, **le transport du pétrole représente un maillon fragile de cette chaîne extractive**. Les pipelines n'apportent aucun soi-disant « bénéfices locaux », ni emplois, ni revenus, et sont des infrastructures dangereuses et coûteuses à entretenir. Ils ne laissent derrière eux que crainte, désolation et ravage.

Depuis des décennies, les oléoducs d'Enbridge sont la cible de luttes menées par des activistes et des gardien·ne·s des territoires, déployant manifestations, blocages et poursuites judiciaires. En Ontario, la Première Nation des Chippewas de la Thames et des groupes autochtones ont formé des coalitions comme Aamjiwnaang and Sarnia Against Pipelines (ASAP) et Rising Tide Toronto.

La lutte québécoise contre ces multinationales ne date pas d'hier non plus. Des groupes comme Citoyens au Courant, la Coalition Vigilance Oléoducs (CoVO), la campagne Gaz Jurassique et la Marche des peuples pour la Terre Mère ont construit l'offensive durant les années 2010. Aujourd'hui, la mobilisation se structure autour du terminal pétrolier de Valero à Montréal-Est. Le 19 octobre 2022, le collectif Antigone et Extinction Rebellion Québec ont occupé les tours de chargement de pétrole, réalisant la plus importante occupation de l'histoire de la province dans un terminal pétrolier afin d'en révéler publiquement les fléaux.

Désormais regroupés sous le nom Le Vivant se Défend, les activistes poursuivent leur lutte malgré la pression juridique et les menaces d'emprisonnement. La deuxième semaine d'octobre se veut désormais un appel récurrent à l'action nationale contre ce serpent de métal, **contre lequel tous les moyens sont désormais permis.**

3 - DÉTRUIRE L'ESKER POUR MINER

Le projet Authier est projeté en territoire Anishnabe Aki, à proximité de la municipalité de La Motte, de la ville d'Amos et de la commnauté d'Abitibiwinni, en Abitibi-Témiscamingue. Il s'agit d'un projet de mine à ciel ouvert qui prévoit initialement, une fosse d'une longueur d'un kilomètre.

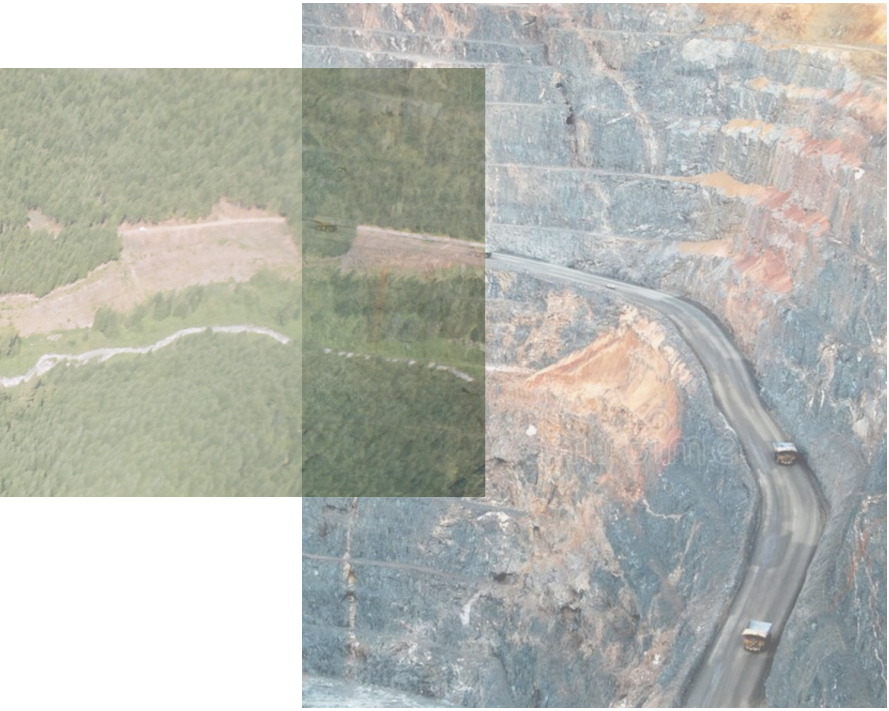
Le projet vise à extraire 1900 tonnes de minerais par jours sur 18 années. Le minerai recherché est le spodumène de lithium, une roche de couleur vert nacre qui sert dans de nombreux appareils électroniques aux batteries rechargeables. Le premier enjeu majeur que soulève l'arrivée du projet Authier est celui de la protection d'une source d'eau d'exception, l'esker Saint-Mathieu-Berry. L'esker, qui représente la source d'eau potable de la ville d'Amos ainsi qu'un milieu naturel unique et fragile, est situé à 50 mètres du projet miner initial, une distance alarmante pour les populations environnantes. Le second enjeu majeur du projet est le manque de considération, voire de respect, envers les communautés de La Motte, d'Amos et d'Abitibiwinni durant les premiers mois de l'arrivée du projet.

La compagnie australienne responsable du projet, Sayona Mining, opère sous l'entreprise-écran Sayona Québec depuis qu'elle a ouvert un bureau à La Motte, en 2018. Tentatculaire sayona s'acapare tranquillement l'ensemble de ce territoire avec maintenant quatre projets miniers ainsi qu'un complexe de transformation et de raffinage appellé «Lithium Amérique du Nord». Dans le cas du projet Authier, Sayona Mining a brillé par son manque d'expérience et de préparation. Elle a prévu une mine à 50 mètres d'un endroit qui a une grande signification naturelle et culturelle pour les populations locales sans anticiper aucun impact sur l'esker. Leur connaissance du cadre règlementaire et de leurs obligations est incomplète, tout comme leur compréhension du territoire et des réalités propres à l'Abitibi-Témiscamingue. Pressée par « la fenêtre d'opportunité économique pour le lithium », Sayona Mining tentait de faire avaler à toute vitesse un projet criblé de variables inconnues à une population de plus en plus méfiante.

C'est face à l'attitude fermée et opaque de la compagnie, le manque de réponses et l'absence d'espaces de dialogue que la mobilisation s'est d'abord articulée. Trois comités citoyens se sont formés initialement afin d'exiger la tenue d'un BAPE et la protection de l'esker Saint-Mathieu-Berry. Cette mobilisation a pris en force jusqu'à être appuyée par les groupes environnementaux régionaux et nationaux, des organismes scientifiques pour la défense environnementale et plusieurs personnalités publiques.

Le Collectif des Pas du lieu est né du besoin de fréquenter le lieu menacé, d'apprendre à mieux le connaitre et consolider le sentiment d’appartenance des populations à l’esker. Le groupe propose une visite de l'esker et du site visé par Soyona afin de (re)connaitre les lieux, de les occuper et de s'y attacher.

Dans la lutte contre le projet Authier, la limite claire d’escalade du conflit est la protection de l'esker, soit les impacts au lieu naturel ou la contamination de son eau. Puissante, la mobilisation citoyenne a été couronnée d’un certain succès lorsqu'en mars 2019 le ministère de l’Environnement a consenti à assujettir le projet minier à la procédure d’études d’impacts. Toutefois, la minière n'avais pas dit son dernier mot : Sayona Mining racheta un complexe minier dans une municipalité voisine (La Corne) et modifia le projet Authier au regard de leurs nouvelles installations. Le site d'Authier est maintenant légèrement décalé afin de l’éloigner de l’esker…



Depuis 2018, une augmentation fulgurante des claims miniers pour les matériaux associés à l'électrification des transports (graphite, lithium, terres rares) sévit au Québec. Les projets miniers de lithium se sont multipliés en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec. Par contre, un seul projet a lancé des opérations et, depuis, a fait faillite plus d'une fois. L'industrie minière demeure dirigée par un marché globalisé, sensible aux chocs externes et aux humeurs des investisseurs. Face à ces fluctuations, la destruction territoriale par les mines à ciel ouvert apparait encore plus insignifiante. La filière lithium est annoncée fièrement comme une nouvelle « ruée vers l'or », mais qu'en est-il réellement de cette fièvre qui détruit les territoires et ses populations?

LES SOULÈVEMENTS DU FLEUVE

LES SOULÈVEMENTS DU FLEUVE

Nous nous sommes réuni·e·s sur la plage. Le Fleuve était calme et les visages souriants. Les enfants ont couru vers l'eau, iels ont cueilli des algues et construit des ponts d'argile pendant que nous nourrissions nos complicités et nos envies de composer quelque chose, de faire monter la vague.

Pieds nus et regards francs, nous nous laissions habiter par le paysage – le vol des rapaces et la douceur du vent. Comment envisager être privé·e·s de la générosité de ces berges ? Nous n'avions pas besoin des mots : en nous offrant ce paysage hospitalier, la plage formulait une invitation – marcher, nager, se rassembler, cueillir, grimper aux arbres, cultiver – et l'évidence de la nécessité de la défendre.

Les promesses de bétonisation et la pensée extractiviste qui aménagent la dépossession du Fleuve nous privent de la possibilité de l'usage gratuit, non marchandisable, de ses terres et de ses eaux. C'est une cassure, un arrachement, ou encore l'installation d'un vide assourdissant en lieu et place d'un attachement.

Un lieu habité est un lieu auquel nous sommes lié·e·s par des usages. Les promoteurs que nous combattons, constructeurs de Ports ou exploiteurs de minerais, travaillent fort pour empêcher la possibilité de nous lier aux choses du monde, pour rendre les lieux inhabitables et nous discipliner à accepter le vide. Pourtant, nous nous savons habitant·e·s : nous cultivons les brèches, aiguisons nos liens et prenons soin de ce qui est promis à disparaître. Nous nous soulevons pour le fleuve, contre l'extractivisme, pour qu'il soit // et parce qu'il est // toujours possible d'habiter ici.

À PROPOS DES SOULÈVEMENTS DU FLEUVE

Les Soulèvements du Fleuve sont nés de la rencontre de plusieurs luttes locales disséminées sur les territoires avec comme volonté de mettre en branle un mouvement de résistance au développement industriel, colonial et extractiviste. De mettre en résonnance ce qui résiste et s'organise. Une tentative qui rassemble de multiples groupes, initiatives et usages. Une réponse à l'appel international des Soulèvements de la Terre à rassembler les forces brutes et à s'en prendre directement à ceux qui exploitent et détruisent le vivant, à interrompre la continuité catastrophique du progrès, le rythme incessant de ses flux et la permanence des infrastructures qui le maintiennent. Chaque saison des soulèvements porte un thème incarné par une ou plusieurs luttes locales autour desquelles se rallier. Nous nous organisons dans les grandes villes comme en région afin que les combats que nous menons soient mieux partagés et gagnent en intensité.

IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER
IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER
IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER
IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER
IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER
IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER
IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER
IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER
IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER
IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER
IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER
IL EST VENU LE TEMPS DE SE SOULEVER

10.2024

soulevementsdufleuve.org
soulevements_du_fleuve@riseup.net